

FOCUS



Samuel Adjutor,
Économiste Junior
basé à Paris, France

Nouvelle vague de mouvements sociaux post-pandémie : le commerce international en victime collatérale

Introduction

Si les restrictions liées à la pandémie de la COVID-19 ont mis un coup d'arrêt à la recrudescence des mouvements sociaux, une nouvelle vague se profile à l'horizon. La résurgence des contestations, déjà forte depuis 2017, principalement dans les pays émergents, devrait connaître un regain lié à la dégradation sans précédent des indicateurs socio-économiques. Suite à la crise, l'indicateur Coface de risque social et politique, qui prend en compte ces facteurs socio-économiques, a atteint en 2020 un record de 51% au niveau mondial et, plus particulièrement, de 55% dans les pays émergents. Les pressions sociales se sont accrues au sein de grands émergents asiatiques, comme la Malaisie, l'Inde, la Thaïlande ou les Philippines, mais aussi de certains pays du Maghreb, comme l'Algérie ou la Tunisie. Plusieurs pays en Asie, en Amérique latine, en Afrique et en Europe orientale voient déjà cette nouvelle vague de contestation se manifester, alimentée par des facteurs sanitaires, socio-économiques et politiques.

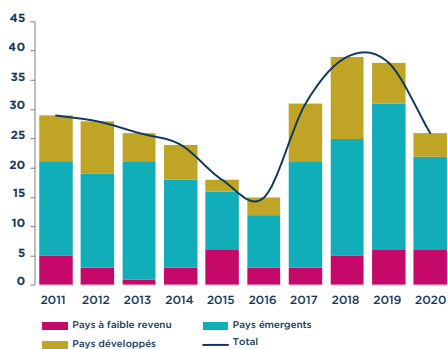
Ces troubles sociaux auront des répercussions sur l'activité économique des pays émergents touchés, et notamment sur leur commerce extérieur. Nous estimons qu'un mouvement social de masse a, en moyenne, des effets négatifs particulièrement prononcés et permanents sur les exportations de biens du pays affecté. Au cours de l'année du mouvement, elles sont, en moyenne, 4,2% inférieures à leur potentiel estimé. L'écart reste substantiel au cours des trois années suivantes, puisqu'elles restent de 6,3% à 8,9% inférieures. Le choc sur les importations est, lui, plus faible et plus transitoire. Le choc sur le commerce devrait varier fortement selon les formes des mouvements sociaux : leur persistance et leur intensité s'avèrent être des déterminants clés. Nos résultats suggèrent également que le choc dépend des revendications du mouvement. Les manifestations qui intègrent des revendications socio-économiques, et qui ont donc le plus de chance d'émerger après la pandémie, ont, en moyenne, des effets plus durables et plus sévères. Trois ans après le choc, les exportations restent ainsi 20,7% inférieures à leur potentiel et les importations, 5,6%. De plus, la faible marge de manœuvre des politiques économiques dans les pays émergents après la pandémie pour limiter les effets de ces troubles sociaux sur le commerce pourrait amplifier ce phénomène.



Après une recrudescence des mouvements sociaux avant la pandémie, une nouvelle vague se profile à l'horizon...

Du Printemps arabe en 2011 à la vague de mouvements sociaux qui a frappé certains pays émergents en 2019, la dernière décennie a été marquée par de nombreuses manifestations de masse. Après une baisse graduelle des mouvements sociaux au niveau mondial entre 2011 et 2016, leur nombre n'a cessé d'augmenter entre 2017 et 2019 (**Graphique 1**). Ils restent observés, en grande majorité, au sein des pays émergents. Les mouvements sociaux qui se sont déclarés juste avant la pandémie à Hong Kong, en Algérie, au Liban, ou dans plusieurs pays d'Amérique latine, notamment au Chili et en Équateur, l'illustrent.

GRAPHIQUE 1
Nombre de mouvements sociaux de masse dans le monde, 2011 - 2020



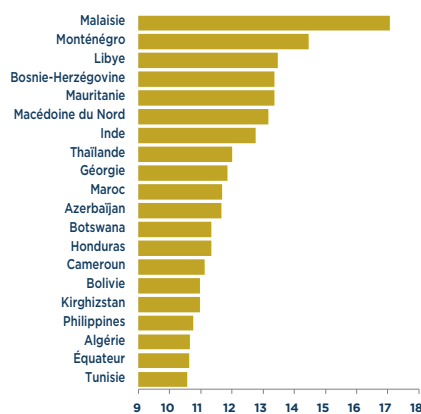
Sources: Barrett et al. (2021), Coface

Les restrictions liées à la pandémie de la COVID-19 ont mis un coup d'arrêt à cette recrudescence, mais il ne sera que temporaire. Les expériences des précédentes épidémies et pandémies nous enseignent que les troubles sociaux font (ou refont) leur apparition, en moyenne, un an après une crise sanitaire¹. Cette résurgence du mécontentement social s'explique par les effets socio-économiques dévastateurs de ces crises². La magnitude de ceux engendrés par la pandémie mondiale étant sans égal, l'ampleur de la nouvelle vague de mouvements sociaux qui s'annonce promet de l'être également. En effet, jamais le risque social et politique, tel que mesuré par le modèle de Coface, n'a été aussi élevé au niveau mondial³. En 2020, il a atteint un record de 51% au niveau mondial et, plus particulièrement, de 55% dans les pays émergents. Plus spécifiquement, jamais les pressions sociales au changement n'ont été aussi fortes⁴. En 2020, l'indice de pression sociale a atteint un niveau historique, passant de 46% à 54% au niveau mondial et, pour les seuls pays émergents, de 54% à 61%. Cette hausse s'explique par la dégradation sans précédent des indicateurs socio-économiques dans l'écrasante majorité des pays analysés. En conséquence de la pandémie, les populations ont vu leurs niveaux de vie baisser, ce qui s'illustre par la chute du PIB par habitant, leur pouvoir d'achat se dégrader, comme en témoigne la hausse du chômage et de l'inflation, et les inégalités de revenu et de richesse se creuser⁵. À cela s'ajoutent, dans certains pays, un mécontentement grandissant face à la gestion de la crise sanitaire par les gouvernements et des restrictions des libertés civiles et politiques dans le contexte de crise sanitaire parfois jugées abusives.

Ainsi, en 2020, 88% des pays émergents ont vu leur niveau de risque associé aux pressions sociales augmenter et un peu plus des deux tiers l'ont vu augmenter d'au moins cinq points de pourcentage. Il a notamment augmenté au sein de grands émergents asiatiques, comme la Malaisie, l'Inde, la Thaïlande ou les Philippines,

mais aussi de certains pays du Maghreb, comme l'Algérie ou la Tunisie (**Graphique 2**). Certains pays sont déjà entrés, à des degrés divers, dans la nouvelle vague de contestation sociale. La plupart des pays concernés ont vu les pressions s'accroître du fait de la pandémie ou affichaient déjà des niveaux de risque social supérieurs à la moyenne des pays émergents. Des manifestations ont éclaté pour critiquer la gestion et les conséquences socio-économiques de la pandémie en Amérique latine (Brésil, Colombie, Cuba, Mexique et Paraguay), mais aussi en Asie (Thaïlande, Malaisie ou encore Mongolie). Des manifestations se sont également déclarées suite à des crises politiques dans certains pays d'Amérique latine (Bolivie et Pérou notamment), d'Asie (Kirghizistan, Myanmar ou Népal), d'Afrique (Bénin ou Sénégal) ou d'Europe orientale (Géorgie ou Monténégro). D'autres pays émergents, comme l'Afrique du Sud, le Guatemala et la Tunisie, ont été en proie à des manifestations mêlant l'ensemble de ces facteurs.

GRAPHIQUE 2
Pays émergents dont le score de pression sociale a le plus augmenté en 2020, en points de pourcentage



Source: Coface

... et pourrait peser sur le commerce international

La nouvelle vague de contestation sociale qui se profile à l'horizon a toutes les chances d'avoir des répercussions économiques sur les équilibres domestiques et extérieurs des pays concernés. Les expériences des épidémies et pandémies passées confirment que les mouvements sociaux de masse ont des impacts négatifs persistants sur l'activité économique⁶. En effet, en moyenne, la croissance du PIB reste, pendant au moins un an et demi, un point de pourcentage inférieure à son niveau avant le mouvement. Pour les pays émergents, elle est même de deux points de pourcentage inférieure. Ces effets s'expliquent, côté offre, par une chute de l'activité industrielle et des services et, côté demande, par la chute de la consommation. À cela s'ajoutent la baisse de la confiance des ménages et des entreprises et la hausse de l'incertitude. En outre, l'incertitude liée à l'instabilité politique accroît les coûts de transaction entre le pays affecté par le mouvement et le reste du monde, et réduit les incitations à nouer de nouvelles relations commerciales ou à maintenir celles existantes. Les flux commerciaux ralentissent, voire se contractent : la chute de l'activité industrielle perturbe les exportations et celle de la consommation affecte les importations. Pour quantifier cet impact négatif des mouvements sociaux de masse sur le commerce international de biens, nous combinons deux approches : un modèle de gravité du commerce international et la méthode à contrôle synthétique (**voir Encadré**). Nos estimations s'appuient sur une liste de mouvements sociaux qui se sont produits au cours des dix dernières années dans

1 - Voir Saadi Sedik, T., & Xu, R. (2020). A Vicious Cycle: How Pandemics Lead to Economic Despair and Social Unrest. *IMF Working Papers* (216).

2 - Voir Barrett, P., & Chen, S. (2021). Social Repercussions of Pandemics. *IMF Working Papers* (21).

3 - Voir Baromètre Risque Pays et Secteurs - T2 2021 - Un monde à deux vitesses, Coface.

4 - Le modèle de Coface mesurant le risque politique de 161 pays permet d'appréhender l'émergence de mouvements sociaux en mettant en relation deux piliers fondamentaux : les pressions au changement et les instruments facilitant la mobilisation sociale. Pour plus de détails sur la méthodologie, voir Panorama - Mars 2017 - Le risque politique dans tous ses États, Coface.

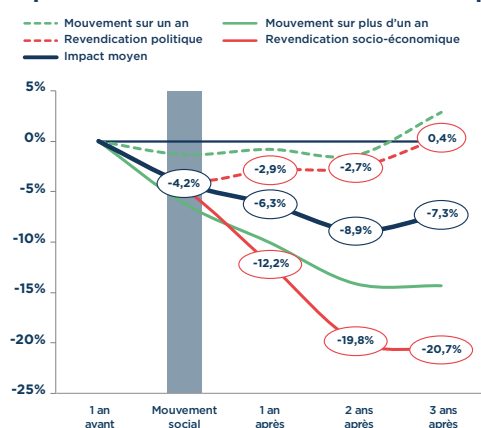
5 - Voir Baromètre Risque Pays et Secteurs - T4 2020 - Une reprise inégale, Coface.

6 - Voir Hadzi-Vaskov, M., Plenkagura, S., & Ricci, L. A. (2021). The Macroeconomic Impact of Social Unrest. *IMF Working Papers* (135).

les pays émergents (Tableau 1). Nous focalisons notre analyse sur ces pays car, comme indiqué plus haut, ils concentrent le plus grand nombre de mouvements au niveau mondial, mais aussi car notre indicateur de risque social et politique y signale des pressions particulièrement fortes et croissantes qui pourraient donner lieu à de nouvelles mobilisations.

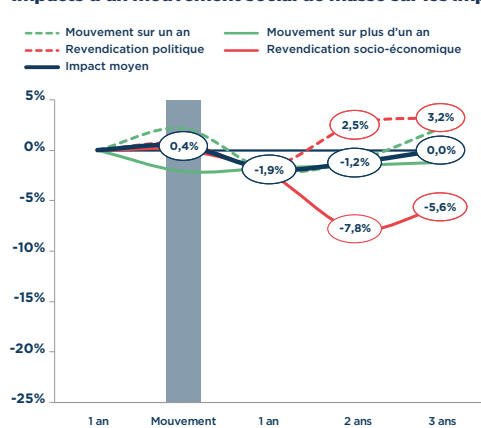
Un mouvement social de masse a, en moyenne, des effets négatifs à la fois sur les exportations et les importations de biens du pays dans lequel il survient (Graphiques 3 & 4). Cependant, alors que son impact est particulièrement prononcé et durable sur les exportations, il s'avère moins important et plus transitoire sur les importations. Au cours de l'année du mouvement social de masse, les exportations sont, en moyenne, 4,2% inférieures au niveau qu'elles auraient atteint si le mouvement ne s'était pas produit. L'écart reste substantiel au cours des trois années qui suivent le mouvement, les exportations restant entre 6,3% et 8,9% inférieures à leur potentiel. À l'inverse, l'impact sur les importations est plus marginal, leur permettant de retrouver rapidement leur niveau potentiel.

GRAPHIQUE 3
Impacts d'un mouvement social de masse sur les exportations



Source: Coface

GRAPHIQUE 4
Impacts d'un mouvement social de masse sur les importations



Source: Coface

Le choc sur le commerce dépendra de la persistance, de l'intensité et des revendications des mouvements

Bien évidemment, l'impact d'un mouvement sur les exportations et les importations varie - et variera lors de la nouvelle vague de contestation sociale qui s'annonce - fortement selon les événements (Graphiques 5 & 6 page suivante). Une série de facteurs

MÉTHODOLOGIE POUR ESTIMER L'IMPACT DES MOUVEMENTS SOCIAUX DE MASSE SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL

Pour estimer l'impact des mouvements sociaux de masse sur le commerce international, notre point de départ est le modèle de gravité du commerce international sur la période allant de 2011 à 2018. Nous utilisons la base de données Gravity du CEPII⁷, combinée avec les mouvements sociaux de masse identifiés par Barrett et al. (2021)⁸ avec l'indicateur développé par Barrett, Appendino, Nguyen, and de Leon (2020)⁹. Plus précisément, notre modèle est le suivant :

$$\text{Flux de commerce}_{ijt} = \beta_0 + \beta_1 \text{PIB}_{it} + \beta_2 \text{PIB}_{jt} + \beta_3 \text{Distance}_{ijt} + \beta_4 \text{Résistance multilatérale}_{it} + \beta_5 \text{Résistance multilatérale}_{jt} + \beta_6 \text{Mouvement social}_{it} + \beta_7 \text{Mouvement social}_{jt} + \mu_i + \gamma_j + \delta_t + \varepsilon_{ijt}$$

Flux de commerce_{ijt} est le flux de commerce bilatéral de biens entre le pays *i* (exportateur) et le pays *j* (importateur) à l'année *t*. PIB_{it} est le PIB du pays exportateur *i* et PIB_{jt} le PIB du pays importateur *j*, à l'année *t*. Distance_{ijt} comprend la distance ou les coûts au commerce entre les deux pays à l'année *t*, soit la distance physique entre les deux pays, l'existence d'une frontière commune, d'une langue commune, d'un passé colonial, de systèmes légaux proches, d'un accord commercial de libre-échange ou d'une monnaie commune. Résistance multilatérale_{it} et Résistance multilatérale_{jt} désignent, respectivement, le niveau moyen de tous les obstacles qu'imposent le pays exportateur et le pays importateur vis-à-vis de l'ensemble de leurs partenaires commerciaux à l'année *t*. Mouvement social_{it} et Mouvement social_{jt} capturent, respectivement, l'apparition d'un mouvement social de masse dans le pays exportateur et le pays importateur au cours de l'année *t*. μ_i désigne des effets fixes exportateur, γ_j des effets fixes importateur, δ_t des effets fixes année et ε_{ijt} est un terme d'erreur.

Pour estimer l'évolution dans le temps de cet impact, nous combinons le modèle de gravité du commerce international avec la méthode à contrôle synthétique. L'idée de cette méthode est, pour chaque couple de pays impacté par un mouvement social de masse, de construire un contrefactuel qui permet de simuler la trajectoire qu'aurait suivie leur commerce bilatéral s'il n'avait pas été impacté par le mouvement. Ce contrefactuel, appelé contrôle synthétique, est une moyenne pondérée des flux de commerce entre des pays qui n'ont pas fait l'objet de mouvement. Pour déterminer quels couples de pays le constituent, ainsi que leurs poids, nous minimisons, sur les dix années avant le mouvement social de masse, la pseudo-distance entre les déterminants du flux de commerce entre les deux pays impactés par le mouvement et ceux qui n'ont été impactés par aucun mouvement. Ces déterminants sont ceux du modèle de gravité, auxquels s'ajoutent la valeur moyenne du commerce bilatéral sur les dix années avant le mouvement social. L'impact au cours de l'année *t* de l'apparition d'un mouvement social de masse sur le commerce bilatéral entre les deux pays impactés est donc :

$$\widehat{\text{Impact}}_{ijt} = \text{Flux de commerce}_{ijt} - \sum_{s=1}^S \text{Poids}_s * \text{Flux de commerce}_{st}$$

Avec *S* le nombre de couples de pays qui forment le contrôle synthétique. La somme de leurs poids est égale à 1 et chaque poids d'un couple de pays est strictement positif. Cette méthode permet de construire un contrefactuel pour chaque flux de commerce bilatéral d'un pays impacté par un mouvement social, et donc d'estimer l'impact global sur ses exportations et ses importations.

Sources: Barrett et al. (2021), Coface

TABLEAU 1
Événements retenus pour estimer l'impact des mouvements sociaux de masse sur le commerce international

Pays	Année du premier mouvement social de masse	Principale revendication	Années des mouvements qui ont suivi (jusqu'à 3 ans après)
Algérie	2011	Socio-économique, Politique	2013
Bangladesh	2013	Politique	2014
Brésil	2013	Socio-économique, Politique	2014, 2016
Bulgarie	2013	Politique	-
Chili	2013	Socio-économique	-
Colombie	2013	Socio-économique	-
Égypte	2011	Socio-économique, Politique	2012, 2013
Honduras	2013	Politique	-
Inde	2014	Politique	-
Kenya	2013	Politique	-
Koweït	2011	Politique	-
Macédoine du Nord	2012	Politique	2013, 2015
Malaisie	2011	Politique	-
Maroc	2011	Socio-économique, Politique	2013
Nigéria	2011	Socio-économique, Politique	2012, 2014
Pakistan	2013	Politique	2014
Pérou	2011	Politique	-
Sénégal	2011	Politique	2012
Thaïlande	2013	Politique	2014
Tunisie	2011	Socio-économique, Politique	2013, 2014
Turquie	2011	Politique	2013, 2014
Ukraine	2013	Politique	2014

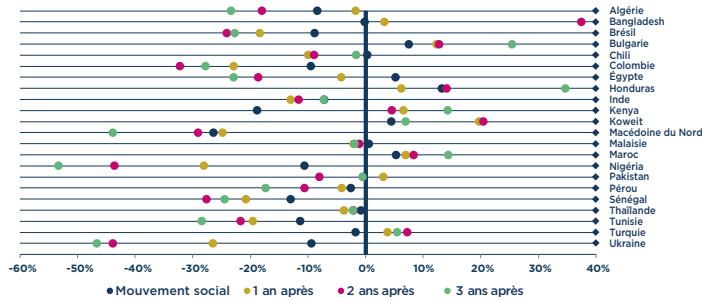
7 - Voir Conte, M., Cotterlaz, P., & Mayer, T. (2020). *The CEPII Gravity Database*.

8 - Voir Barrett, P., Bondar, M., Chen, S., & Igan, D. (2021). Pricing Protest: The Response of Financial Markets to Social Unrest. *IMF Working Papers* (79).

9 - Voir Barrett, P., Appendino, M., Nguyen, K., & de Leon, M. (2020). Measuring Social Unrest Using Media Reports. *IMF Working Papers* (129).

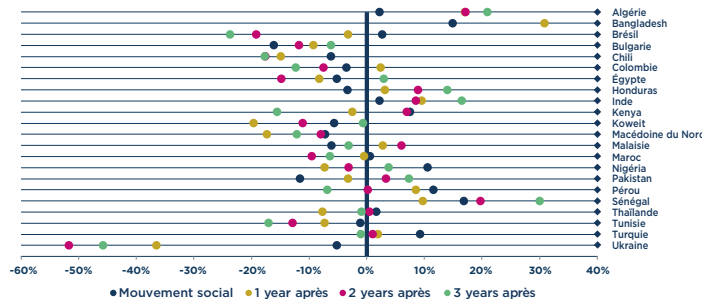
peuvent amplifier ou limiter leurs effets sur le commerce, notamment la spécialisation sectorielle, le poids du pays dans le commerce international, la proximité avec ses partenaires commerciaux et le mode de transport privilégié dans les flux commerciaux bilatéraux. Ces éléments peuvent d'ailleurs déterminer les externalités négatives sur des pays tiers, qu'ils soient ou non des partenaires commerciaux du pays impacté. Mais ce sont aussi les formes que prendront les mouvements qui détermineront l'ampleur et la persistance du choc sur le commerce.

GRAPHIQUE 5
Impacts hétérogènes des mouvements sociaux de masse sur les exportations



Source: Coface

GRAPHIQUE 6
Impacts hétérogènes des mouvements sociaux de masse sur les importations



Source: Coface

RÉSERVE

Le présent document reflète l'opinion de la recherche économique de Coface, à la date de sa rédaction et en fonction des informations disponibles ; il pourra être modifié à tout moment, les informations, analyses et opinions qu'il contient ont été établies sur la base de multiples sources jugées fiables et sérieuses ; toutefois, Coface ne garantit en aucun cas l'exactitude, l'exhaustivité ou la réalité des données contenues dans le présent document. Les informations, analyses et opinions sont communiquées à titre d'information et ne constituent qu'un complément aux renseignements dont le lecteur dispose par ailleurs. Coface n'a aucune obligation de résultat mais une obligation de moyens et n'assumera aucune responsabilité pour les éventuelles pertes subies par le lecteur découlant de l'utilisation des informations, analyses et options contenues dans le présent document. Ce document, ainsi que les analyses et opinions qui y sont exprimées appartiennent exclusivement à Coface ; le lecteur est autorisé à les consulter ou les reproduire à des fins d'utilisation interne uniquement sous réserve de porter la mention apparente de Coface et de ne pas altérer ou modifier les données. Toute utilisation, extraction, reproduction à des fins d'utilisation publique ou commerciale est interdite sans l'accord préalable de Coface. Le lecteur est invité à se reporter aux mentions légales présentes sur le site de Coface.

COFACE SA
1, place Coste et Bellonte
92270 Bois-Colombes
France

www.coface.com

C'est le cas de la durée des mouvements sociaux dans un pays qui sera, sans surprise, un déterminant clé (**Graphiques 3 & 4 page précédente**). Si le mouvement est un événement isolé, c'est-à-dire qu'aucun autre mouvement ne se produit les années suivantes, l'impact sur les exportations et les importations est marginal. Si l'événement n'est pas isolé, l'instabilité politique latente renforce le manque de confiance et l'incertitude, faisant augmenter les coûts au commerce et contraignant davantage les capacités d'exportation. Dans ce cas, trois ans après le premier mouvement, les exportations restent, en moyenne, environ 14% inférieures à leur potentiel.

L'ampleur de la mobilisation constitue, elle aussi, un des principaux déterminants du choc sur le commerce. Au cours de la dernière décennie, des mouvements sociaux, même avec des revendications proches, ont eu des impacts plus ou moins forts sur le commerce. Ces différences s'expliquent alors par l'intensité du mouvement, soit le nombre de manifestations organisées, le nombre de manifestants qu'elles réunissent, voire les violences en marge de ces manifestations. Par exemple, les manifestations de 2011 en Malaisie ont eu des effets négligeables sur les exportations et les importations, alors que celles en Ukraine en 2013 et 2014 ont eu des impacts particulièrement forts. Si les événements avaient tous deux des motivations politiques (des élections plus libres et justes en Malaisie, la démission du gouvernement en Ukraine), les manifestations ukrainiennes ont perduré pendant plusieurs mois et ont été beaucoup plus violentes que les manifestations malaises.

Enfin, d'après notre analyse, le type de revendication joue un rôle crucial dans l'ampleur et la persistance du choc sur le commerce (**Graphiques 3 & 4 page précédente**). Les mouvements dont les revendications sont purement politiques ont, en moyenne, des effets transitoires et moins élevés sur les exportations et les importations. Elles retrouvent les trajectoires qu'elles auraient suivies en l'absence de choc, respectivement, trois et deux ans après le mouvement. En revanche, les mouvements qui intègrent des revendications socio-économiques ont, en moyenne, des effets plus durables et plus élevés. Trois ans après le choc, les exportations restent 20,7% inférieures à leur potentiel et les importations, 5,6%. L'impact des mouvements portant des revendications socio-économiques s'avère également plus important sur l'activité économique¹⁰. Cette différence s'explique sans doute par la plus grande difficulté des gouvernements à apporter une réponse rapide à ce type de revendications. Ce résultat est d'autant plus important que, comme indiqué plus haut, les mouvements qui risquent d'émerger suite à la crise sanitaire seront vraisemblablement motivés par la dégradation des conditions socio-économiques. La capacité des pays à répondre à ces revendications, mais aussi à limiter les effets économiques des mouvements, devrait dépendre de la qualité de leurs institutions et des marges de manœuvre de leurs politiques économiques. Or, les politiques monétaires des pays émergents étant contraintes par la hausse de l'inflation et les politiques budgétaires arrivant à bout de souffle après la pandémie, celles-ci paraissent limitées, menaçant d'amplifier les chocs sur le commerce.

¹⁰ - Voir Hadzi-Vaskov, M., Pienknagura, S., & Ricci, L. A. (2021). The Macroeconomic Impact of Social Unrest. *IMF Working Papers* (135).